



Par ce journal que nous voulons diffuser au plus grand nombre, Attac 17 a décidé de prendre contact avec tous nos adhérents, et anciens adhérents.

La situation actuelle de nos pays en Europe et en particulier en France, avec la crise de la dette et la signature du traité (TSCG) ainsi que les perversions de la construction européenne, nous obligent à mener des combats difficiles mais nécessaires.

Depuis sa création, Attac a montré la pertinence de ses analyses et la légitimité de notre association est reconnue. Cependant, les actions à mettre en place nécessitent, à la fois des moyens financiers et à la fois un poids en terme de représentativité dont le nombre d'adhérents est un critère.

Nous reconnaissons les difficultés que chacun peut avoir sur le plan financier et sur le plan matériel (disponibilité et temps).

Il nous apparaît important de nous rapprocher de vous pour que vous puissiez apporter un soutien à Attac par votre adhésion et celles que vous serez susceptible de capter auprès de vos diverses relations.

Objectivement, le combat à mener est difficile (les moyens paraissent disproportionnés) face à un système libéral puissant et à une oligarchie bien en place, mais les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et bien évidemment démocratiques doivent nous mobiliser encore plus.

Nous devons essayer, nous devons résister, nous devons être solidaires et nous devons nous donner les moyens de nos combats sur la précarité, les inégalités grandissantes et surtout sur la légitimité des peuples à choisir leur avenir.

Avec le souhait et la certitude de l'effort que vous ferez, pour nous aider et vous aider, mes salutations citoyennes. Remède contre l'austérité à Attac : l'adhésion !

le président d'attac 17, daniel chuillet



sommaire

- 2 le "care" : nouvelle vision politique ou masque pour légitimer l'oppression des femmes ?
- 3 "la théorie de l'information" d'aurélien bellanger
- 4 "alternatives concrètes" à l'université d'attac 2012
- 5 crise de la dette publique : testez vos connaissances
- 6 crise de la dette publique : testez vos connaissances (réponses)
- 7 échos de l'université d'attac, toulouse 2012
- 8 un colloque qui sent le gaz
- 9 un colloque qui sent le gaz (suite)
- 10 attac 17 à la foire écologique prairial / attac 17 aide les adhérents à se déplacer aux manifs

Care

société du respect et de l'émancipation, de l'attention aux autres, du bien-être où chacun doit être accompagné ?

le "care" : nouvelle vision politique ou masque pour légitimer l'oppression des femmes ?

C'est une notion philosophique, complexe, qui vient des Etats-Unis, héritage de l'esclavagisme où les femmes noires s'occupaient des autres. Elle est difficilement traduisible en français avec des notions différentes : soin, sollicitude, attention, altruisme, compassion.

L'éthique du "care" (1) a été développée par une psychologue américaine, Carol Gilligan, dans les années 1980 (livre paru en français sous le titre " Une voix différente "). Pour elle, c'est un ensemble d'activités touchant le ménager, le sanitaire, l'éducatif et le social. C'est un travail réalisé au service des besoins des autres : travail domestique - travail gratuit des femmes au service de leur famille - travail domestique payé pour les soins apportés à une autre famille ; travail de service domestique - dans un cadre institutionnel, payé mais non ou peu reconnu comme travail productif.

Dans un livre paru en 1993, et traduit sous le titre " Un monde vulnérable, pour une politique du care ", une autre américaine, Joan Tronto définit le " care " comme " une activité qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre monde de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nous-mêmes et notre environnement ".

En France, le débat public a été lancé en 2010 par Martine Aubry et Terra Nova, le laboratoire d'idées du PS. Martine Aubry ne s'appuie pas sur le concept philosophique du " care " ; elle en donne une définition politique pour le projet social du PS : construire une société du respect et de l'émancipation de chacun, une société de l'attention aux autres (y compris de l'Etat par les services publics), une société du bien être où chacun doit être accompagné (ce qui a pour conséquence l'individualisation des parcours comme on le voit dans les diverses politiques sur l'école).

Ce débat a permis de rendre visible des activités fragmentées qui occupent une grande part de l'existence humaine, de repointer tous les manques liés à la prise en charge des enfants et des personnes dépendantes, la non reconnaissance de ce travail (non qualifié, féminisé et mal payé) et de relancer les revendications féministes :

- mettre en place de nouvelles politiques sociales avec des services publics de qualité
- réévaluer les conditions de l'égalité femmes/hommes
- reconnaître les qualifications des métiers féminisés et les traduire par des valorisations financières.
- placer la préservation de notre environnement au centre de nos préoccupations et refuser le mode productiviste et libéral actuel.

Le débat, en cours au sein de la commission Genre d'Attac 17, divise le mouvement féministe.

Critiques contre le " care "

L'éthique du " care " se présente comme une conception novatrice dont l'ambition est de transformer la société. Les différentes positions des tenants du " care ", basées sur l'idée que les femmes ont une autre façon de penser la morale que les hommes, vont de l'essentialisme (lié à la maternité et aux qualités dites féminines) à la critique du libéralisme qui impose une vision masculine du monde basé sur la domination des plus faibles et l'individualisme .

Ce nouveau modèle de société ne sera plus basé sur la marchandisation des individus et des activités humaines mais

sur l'attention à l'autre, sur " les émotions ", sur l'harmonisation de la justice (vertu masculine) et de la sollicitude (vertu féminine).

Comment assurer cette transformation pour une société de " sollicitude " qui doit reconnaître les humains vulnérables et capables ? En " changeant les règles du capitalisme ". Or, l'essence même du capitalisme étant l'exploitation et l'élimination des plus faibles, comment peut-on espérer en changer les règles ?

Les propositions pratiques sont alors assez décevantes et peu novatrices : reconnaissance salariale du travail domestique, ou allocations ne modifient pas la structure patriarcale. Quant aux travailleurs sociaux qui doivent développer " l'art de la relation ", ils sont de plus en plus contraints au " service minimal ".

Le " care ", morale ou éthique, est une notion ambiguë qui tend à reproduire un modèle " féminin " ancestral. Il est défini comme une pratique qui en fait un travail ou une activité et comme un dévouement à l'autre qui suppose une disposition ou un sentiment. En tant que " soin à l'autre " il est actuellement repris par le néolibéralisme pour le marchander (destruction des services publics).



photographie de didier bonnel

ou nouveau modèle de société basé sur la marchandisation des individus et des activités humaines ?



le "care" : nouvelle vision politique ou masque pour légitimer l'oppression des femmes ? (suite)

Ce que pourrait apporter le "care"

- impulser des dynamiques de solidarité sur un territoire donné voire être fondateur d'un vivre autrement,
- à partir de projets déconcentrés propres à chaque territoire, construire ensemble, concitoyens et collectivités, des politiques globalisées plus cohérentes qui traduiraient un rapport nouveau au vivre ensemble et à notre environnement,
- aider à redonner du sens au projet collectif et aller vers un véritable projet de société plus humaine et plus réparatrice,

Le débat est donc largement ouvert et les membres de la commission Femmes souhaitent que tous les membres d'attac 17 s'en saisissent tout en restant très vigilants dans le contexte de crise actuel : les femmes sont les premières touchées par la crise (précariat, chômage, coupes dans les services publics et la protection sociale). Le "care", comme politique sociale, pourrait alors se substituer à l'Etat social et renvoyer les femmes à leur rôle traditionnel.

(1) "soutien mutuel" peut être proposé comme alternative au mot anglais.

la commission genre d'attac 17

"la théorie de l'information" d'aurelien bellanger

Ce roman de 487 pages retrace l'histoire de l'informatisation de la société française à partir des années 70, depuis l'avènement du minitel jusqu'à nos jours (2012) avec l'avènement d'internet, des smartphones et des tablettes.

Chacun des 34 chapitres s'articule autour de 2 pôles :

- 1- Une introduction théorique philosophico-scientifique (en lettres italiques) retraçant les grandes étapes de la théorie de l'information, depuis le mouvement brownien, jusqu'à l'entropie universelle en passant par tout un tas de théories plus ou moins ésotériques.
- 2- Un corps de chapitre romancé, qui retrace l'histoire d'un certain Pascal Ertanger, adolescent complexé, petit génie de l'informatique qui fait fortune avec la pornographie du minitel rose, puis côtoie les plus grandes fortunes économiques mondiales de Bill Gates à Steve Job en passant par Jean-Marie Messier ou Nicolas Sarkozy, pour finir milliardaire délirant dans la folie.

Ce roman très bien documenté rappelle de nombreux souvenirs à ceux qui ont vécu les étapes de l'évolution de l'informatique et livre parfois des dessous cachés de l'économie mondiale. Mais je doute qu'il éclaire celles et ceux qui n'ont pas vécu dans ce monde informatico-économique. Il y a au fil des pages beaucoup d'anecdotes - une part de son succès ! - car tout le livre est anecdotique comme chaque ligne d'un programme informatique.

Au total, ce roman laisse perplexe, surtout par son présupposé sous-jacent qui cherche, à travers la théorie de l'information, une explication globale du monde.

"L'homme est une machine qui explore à l'aveugle les circuits compliqués de son propre cerveau, un labyrinthe de plaisirs et de peines, de récompenses et d'obstacles." (page 380)

"A terme, les scientifiques n'auraient plus besoin de modéliser les échanges physiques, qui seraient devenus leurs propres modélisations. Le monde atteindrait alors le fonctionnement exact d'un programme informatique." (page 387)

L'information n'est plus un instrument d'échange, entre objets inertes ou animés mais devient une matière dont les propriétés seraient capables de rendre compte de la totalité du monde.

L'univers devient alors un vaste programme informatique qu'il faut déchiffrer.

Vieux rêve d'un monde totalement rationnel qui anime de nombreux humains mais dont on peut contester le fondement.

compte-rendu de lecture et analyse personnelle de jean gaborian

P

l'objectif est de connecter chaque micro-initiative pour avoir un impact sur les politiques publiques



les conditions de réussite pour cibler une action sont d'avoir du sens et un objectif précis, d'être ludique et de s'adapter au public visé

alternatives concrètes à l'université citoyenne d'attac du 24 au 27 août à toulouse

Pourquoi s'intéresser aux actions concrètes ?

Parce que toute action concrète crée des liens entre Justice-Solidarité, Démocratie, Ecologie et Emancipation..

Constatant le peu d'implications concrètes des comités locaux d'Attac compte tenu du peu d'adhérents mobilisables, les interventions ont permis de dégager une première typologie d'initiatives locales qui peuvent consister à :

- inciter les collectivités à prendre les entreprises d'ESS (économie sociale et solidaire) en compte dans leurs marchés : ce secteur ESS est un aiguillon pour transformer l'économie globale et la socialiser...

- participer aux instances pour maintenir un " cap éthique " et peser sur le système : interventions dans les CA des Banques et des Mutuelles, dans les débats sur les processus locaux comme Agenda 21, PLU, PDU, PPR..., suivi des budgets locaux...

- jouer un rôle d'aiguillon : cas des crèches parentales créées à l'initiative de parents qui ont été ensuite municipalisées, du rôle des AMAP dans la valorisation des circuits courts et du bio..., la " récupération " de ce type d'actions permettant de faire avancer la réflexion des élus locaux.

Pour Attac, l'objectif est de connecter chaque micro-initiative pour avoir un impact sur les politiques publiques soit au nom d'Attac soit en coopérant avec d'autres associations pour créer une dynamique.

Des actions directes

Ces actions directes viennent compléter les conférences-débats qui restent un outil majeur d'Attac pour faire passer des idées. Elles permettent d'élargir le public et son champ d'action.

Quelques exemples:

- nettoyage des banques : se déguiser en nettoyeurs et investir une banque en interpellant employés et clients avec 2 ou 3 messages très basiques, opération éclair en 10',

- cours d'économie très rapide avec 2 ou 3 graphiques devant ou dans les banques,

- jeu de piste dans un supermarché pour trouver, par exemple, des produits OGM,

- discussion-interpellation entre 2 clients dans un supermarché sur, par exemple, un produit OGM pour susciter la participation-réflexion des autres clients,

- distribution de faux billets de banque en demandant d'aller les positionner sur un support de présentation du milieu de la banque (à quoi sert mon argent dans une banque...),

- occupation d'un espace public (parmi ceux qui restent !) ou d'un espace privé (// à expulsions, squat...), interpellations, conférence gesticulée avec jeux de rôle, théâtre de rue pour attirer les badauds....

- organisation d'assemblées populaires dans la rue en se mettant à discuter et à s'interpeller à 2 ou 3,

- action " Réveillons nos députés " contre le pacte de stabilité....

Ces actions coup de poing sont portées surtout par des jeunes : pourquoi ne pas créer " un groupe d'activistes " pour démultiplier une action sur un même département ?

Les conditions de réussite pour cibler une action sont d'avoir du sens et un objectif bien précis, d'être ludiques et de s'adapter au public visé.

Ces actions donnent à la fois de la cohésion dans le groupe et permettent d'augmenter la visibilité d'Attac, de libérer les énergies et d'accueillir des nouveaux, dont des jeunes.... Pour intégrer les jeunes, il faut savoir se relier à eux via Internet, les réseaux sociaux, promouvoir leurs actions directes et y participer...

Une autre action ludique possible

En soirée de l'université d'été à Toulouse, une pièce de théâtre, créée et mise en scène par une compagnie théâtrale pour la transformation sociale NAGE pour Attac, a été jouée par des membres d'Attac Toulouse : Le tribunal des Banques sous forme d'un tribunal populaire. Sa durée est de 45 mn avec environ 10 personnes pour jouer les différents rôles. C'est une forme d'intervention intéressante car ludique et pédagogique. Le texte de la pièce est à la disposition des comités locaux d'Attac.

En conclusion, il faudrait diversifier au sein d'un comité local d'Attac les modes d'action pour que chacun y trouve son compte : conf-débat, actions coup de poing, éducation populaire, implications dans les processus locaux...

Les participants ont demandé à disposer d'un site de mutualisation des actions pratiquées avec descriptif et adresse du leader pour contact, un kit-action, le tout à alimenter sur Spirale par les comités locaux. Des formations ont eu lieu en 2011-2012, d'autres seront montées. Le CA d'Attac vient de décider la création d'un fonds-actions.

cf infos sur le site d'Attac, lien Spirale

crise de la dette publique : testez vos connaissances

Dette, triple A, austérité... Vous avez le sentiment que les questions sont trop compliquées, qu'elles sont réservées à des experts. Pourtant, vous pensez aussi que ce n'est pas aux peuples de faire les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Posons ensemble les bonnes questions, apportons-leur ensemble les bonnes réponses, de justice sociale et de responsabilité environnementale. C'est le sens de l'audit citoyen de la dette publique auquel nous vous proposons de participer.

vrai ...

1. "l'Etat est trop endetté parce qu'il n'a pas su maîtriser ses dépenses"

☐ vrai ... ☐ faux ?

2. "l'Etat doit gérer son budget en bon père de famille et toujours chercher à équilibrer ses comptes en faisant des économies : la "règle d'or" est du simple bon sens"

☐ vrai ... ☐ faux ?

3. "chaque année les intérêts de la dette publique absorbent la totalité des recettes de l'impôt sur le revenu"

☐ vrai ... ☐ faux ?

4. "si depuis dix ans tous les pays européens avaient imité l'Allemagne, l'Europe irait bien mieux"

☐ vrai ... ☐ faux ?

5. "en instaurant la "règle d'or" le nouveau traité européen proposé par Merkozy va rassurer les marchés financiers et résoudre la crise"

☐ vrai ... ☐ faux ?

6. "la BCE prête aux banques à 1%, les banques prêtent aux Etats à 5% et empochent la différence"

☐ vrai ... ☐ faux ?

7. "si la BCE prêtait directement aux Etats, ça provoquerait de l'inflation"

☐ vrai ... ☐ faux ?

8. "après avoir sauvé les banques à coups de milliards en 2009, les dirigeants européens et le G20 n'ont rien fait pour qu'elles arrêtent de spéculer"

☐ vrai ... ☐ faux ?

9. "la rigueur est inéluctable, l'important est qu'elle soit équitable et frappe aussi les riches"

☐ vrai ... ☐ faux ?

10. "il faut d'abord réduire la dette publique par la rigueur, on pourra ensuite relancer l'économie pour créer des emplois"

☐ vrai ... ☐ faux ?

Pour chaque question, choisissez "vrai" ou "faux", puis lisez la réponse page 6.

Vous avez 9 ou 10 réponses justes... Bravo !

Vous avez fait l'effort de vous informer ailleurs qu'au journal de 20 heures. Faites-en profiter vos amis, collègues et voisins, en les emmenant débattre avec le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique.

Vous avez entre 5 et 8 réponses justes... Bravo !

C'est un bon début, vous pouvez encore perfectionner vos connaissances en vous mobilisant avec le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique.

Vous avez moins de 5 réponses justes... Bravo !

Vous allez avoir la chance d'apprendre plein de choses intéressantes et inattendues en agissant avec le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique.



...ou faux ?

vrai ...

crise de la dette publique : tester vos connaissances

1. "l'Etat est trop endetté parce qu'il n'a pu maîtriser ses dépenses"

Faux.

2. "l'Etat doit gérer son budget en bon père de famille : la "règle d'or" est du simple bon sens"

Faux.

3. "chaque année les intérêts de la dette publique absorbent la totalité des recettes de l'impôt sur le revenu"

Vrai.

4. "si depuis dix ans tous les pays européens avaient imité l'Allemagne, l'Europe irait bien mieux"

Faux.

5. "en instaurant la "règle d'or" le nouveau traité européen proposé par Sarkozy va rassurer les marchés financiers et résoudre la crise"

La part des dépenses publiques dans le PIB était de 53% en moyenne dans les années 90 et est resté à ce même niveau dans les années 2000. Malgré des besoins en augmentation, les prestations sociales et les services publics ont été rognés. Les vraies causes de l'envolée de la dette, il faut les chercher du côté des cadeaux fiscaux et de la crise provoquée par la finance.

Contrairement à un père ou une mère de famille, l'Etat peut décider d'augmenter ses recettes en augmentant les impôts ; en outre - cette fois, comme un ménage -, il a intérêt à s'endetter pour financer des investissements d'avenir.

Les intérêts versés aux créanciers, majoritairement des institutions financières étrangères, s'élèvent à 50 milliards d'euros, tout comme le produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

L'Allemagne est le seul pays européen qui a diminué ses salaires depuis dix ans. Elle a exporté son chômage grâce à un énorme avantage compétitif. Si les autres pays européens avaient fait pareil, la consommation se serait effondrée en Europe, le chômage, les emplois précaires et les déficits auraient explosés.

L'austérité ne rassure pas les peuples, ni même les marchés financiers ! Car tout le monde voit qu'elle provoque la récession et aggrave, au bout du compte, les déficits et la dette.

Faux.

6. "la BCE prête aux banques à 1%, les banques prêtent aux Etats à 5% et empochent la différence"

Vrai.

En effet, le traité de Maastricht interdit à la BCE de financer les déficits publics ; pour acheter des titres de la dette publique, la BCE doit les racheter aux banques. celles-ci prêtent aux Etats à 3% (France), 6% (Espagne), 7% (Italie), 12% (Portugal)...

7. "si la BCE prêtait directement aux Etats, ça provoquerait de l'inflation"

Faux.

Dans une période de chômage de masse, les prix et les salaires stagnent. C'est d'ailleurs dommage, car un peu d'inflation serait utile pour soulager le poids de la dette.

8. "après avoir sauvé les banques à coups de milliards en 2009, les dirigeants européens et le G20 n'ont rien fait pour qu'elles arrêtent de spéculer"

Vrai.

Tout continue comme avant : la spéculation sur les produits dérivés, notamment les CDS (assurances contre le non-remboursement de sa dette par un Etat) ; l'évasion fiscale ; les distributions de bonus et dividendes... La "moralisation" du capitalisme n'était qu'un mot creux.

9. "la rigueur est inéluctable, l'important est qu'elle soit équitable et frappe aussi les riches"

Faux.

Pour réduire le fardeau de la dette, il y a d'autres politiques possibles : la monétisation (par achat direct des titres de dette publique par la BCE), l'inflation, la taxation des intérêts, l'annulation de la partie illégitime de la dette, un prélèvement exceptionnel sur les grandes fortunes... C'est au débat démocratique d'en décider, pas aux financiers.

10. "il faut d'abord réduire la dette publique par la rigueur, on pourra ensuite relancer l'économie pour créer des emplois"

Faux.

Les politiques d'austérité sont en train d'enfoncer l'Europe dans la récession sans parvenir à réduire la dette. Elles visent en fait à réduire non pas la dette mais les conquêtes sociales et les services publics. Elles bloquent les investissements de long terme urgents pour créer des emplois, répondre aux besoins et initier la transition écologique.



...ou faux ?

échos de l'université d'attac, Toulouse 2012

J'ai surtout participé à des ateliers " alternatifs " où s'essayaient de nouvelles formes d'exercice de démocratie et de contestation :

- les clowns activistes qui interpellent dans les lieux publics et forcent le sourire entre CRS et manifestants dans les manifs.
 - la coopérative " Vent debout " qui nous a fait redécouvrir l'entraînement mental pratiqué dans les maquis¹. Nous travaillons en groupe autour d'une question posée par une jeune adhérente de 17 ans. Dans l'atelier d'éducation populaire proposé, il s'agit de réfléchir à des situations difficiles qui posent des problèmes de conscience, d'éthique. La méthode part d'un récit ; l'assemblée aide ensuite le récitant à décrire très précisément la situation dans laquelle il se trouve (faits), puis problématise en commun (il s'agit de complexifier la situation) puis analyse les problèmes (pas les faits), les regarde sous des angles différents, à partir de places différentes, partage des expériences, et enfin bâtit librement des hypothèses de solutions diverses.
 - l'économie sociale et solidaire (coopératives, scoop, scic), avec des expériences plus ou moins réussies : expériences de petites structures qui demandent un engagement des coopérateurs et une actualisation permanente d'une gestion égalitaire ; grosses entreprises qui ne sont pas reprises en scoop par les salariés dans la mesure où les salariés préfèrent la prime de départ à une aventure collective risquée ; coopératives devenues multinationales comme Mondragon dont les méthodes interrogent à présent (l'esprit s'est-il perdu ?).
 - les " indignés " qui s'essayaient à changer la façon d'être en démocratie/ individu/collectif.
- Concernant les " indignés ", ceux-là même qui se donnent le nom de " mouvement pour la démocratie réelle", ils expérimentent un rapport social " horizontal " avec comme principe de s'appliquer à eux-même

(à soi même) ce qu'ils prônent. Chacun parle en son nom et lorsqu'on est auditeur il est possible de manifester par des gestes : son accord, son désaccord, son impression que l'autre capte la parole. Chacun peut proposer des idées. Certaines sont reprises par des collectifs mais tous ne sont pas tenus de s'y associer. Leur recherche est de développer le bien commun, mais chacun fait soi-même et ne délègue pas. Ils évoquent le foisonnement d'idées qui émane de ces rassemblements et aussi les écueils repérés : les possibles manipulations, la difficulté parfois de l'action collective.

- les expériences (en Espagne et en France) de personnes sans domicile qui réinvestissent des espaces ruraux abandonnés.

Ce qui m'a frappé au cours de ces journées, c'est la contestation manifestée par les jeunes, à présent un peu plus nombreux à Attac : " à la tribune, siègent des universitaires " ; " nous trouvons difficilement notre place " ; " la parole est captée ; il est difficile de s'exprimer à Attac ".

Par ailleurs j'ai eu l'occasion d'entendre à nouveau Philippe Corcuff dans une plénière sur l'exercice démocratique. Je connaissais déjà ce sociologue pour avoir travaillé avec lui et avoir expérimenté son goût pour le philosophe J.Rancière ; il écrivait à cette époque : " La philosophie politique démocratique est notamment traversée par deux grands pôles aujourd'hui : des courants qui font du compromis et de l'accord des finalités du processus démocratique (Habermas) et d'autres qui font de l'expression et de la relance de la conflictualité la spécificité principale de l'espace démocratique (Rancière) ".

Et j'entends à nouveau Philippe Corcuff dans cet autre contexte. Là, il met en regard P. Bourdieu et J.Rancière dans leurs conceptions de la domination et de la subordination. Voilà ce que j'en ai compris :

- P. Bourdieu partirait des inégalités, de l'intériorisation de la domination (cf la servitude volontaire de La Boétie) et de la description d'une lutte incessante pour dominer (même chez les dominés, chacun cherche à devenir plus dominant que l'autre et ainsi peuvent se renverser des dominations),

- J. Rancière partirait du présupposé de l'égalité (égalité des êtres parlants) plutôt que de l'inégalité (exemple de pratique égalitaire en politique : le tirage au sort des représentants) ; ainsi toute hiérarchie serait susceptible d'être contestée.

Le consensus pourrait nous faire retomber dans les hiérarchies. Alors P.Corcuff propose plutôt d'assumer les tensions, considérant par ailleurs que certaines oppositions sont irréductibles (il nous faut vivre avec).

¹ - La méthode de l'entraînement mental a été élaborée dans les maquis du Vercors, par une population mêlée où des ouvriers, des intellectuels de tous bords, des chercheurs, des journalistes, des comédiens, des musiciens et autres « résistants », après la bataille perdue de 1940, échangeaient ce qu'ils n'avaient pas... découvrant ainsi de nouvelles manières d'analyser, avec le plus d'exactitude possible, les situations de la vie réelle. L'objectif de la méthode est de s'affranchir des préjugés et des idées reçues pour sauvegarder une pensée libre, une pensée non aliénée aux discours dominants de l'univers politique et marchand qui sacrifient bien volontiers l'être aux valeurs de l'efficacité et du rendement. Porteuse de rigueur épistémologique et éthique, elle ne se réduit pas à un simple instrument ni à une technique opératoire. Elle est comme une carte du tendre qui nous confronte à divers chemins.



si l'on en croit le pedigree des personnages, l'intérêt des puits de forage a depuis longtemps pris le pas, dans leur esprit, sur la beauté des carrelés



un colloque qui sent le gaz

Les représentants d'intérêts (" lobby ") et les laboratoires d'idées (" think-tank ") ne graviteraient donc pas uniquement autour des lieux de pouvoir où siègent leurs acteurs. C'est dans le cadre des " Entretiens de Royan " que Le Premier Cercle devait organiser le 20 octobre 2012 une conférence intitulée : " Les gaz de schiste : principe de précaution ou bataille de principes ? " Après la sortie du documentaire Gasland sur l'impact environnemental et sanitaire de la méthode d'extraction du gaz de schiste par fracturation hydraulique, on peut s'étonner de la formulation interrogative. Mais la conclusion du texte de présentation ne laissait pas réellement de doute sur les convictions des débatteurs : " Entre intérêt économique et risque environnemental, l'arbitrage n'est pas évident. " ¹

C'est un air de violon, bien moins fédérateur que ceux joués annuellement dans la capitale de la côte de beauté, que s'apprêtait à entamer la majeure partie des intervenants. A la tribune se seraient bousculés Bruno Courme (Directeur gaz de schiste Europe pour Total), Bertrand Demont (Président de Hess Oil France), Michel Guilbaud (Directeur général du MEDEF), Olivier Gantois (Délégué général de L'Union Française des Industries Pétrolières), Bernard Van Craeynest (Président du syndicat des cadres CFE-CGC), ou encore Ahmed Mecheraoui (Conseiller du Ministre de l'Energie en Algérie). Si l'on en croit le pedigree des personnages, l'intérêt des puits de forage a depuis longtemps pris le pas, dans leur esprit, sur la beauté des carrelés.

Nous n'oublierons pas non plus Dario Velo dont on aurait néanmoins pu s'étonner de la présence étant donné sa qualité de professeur à l'Université de Pavie qui semble assez éloignée du sujet. Cela aurait été méconnaître les faits d'arme de cet habitué des colloques qui parcourt l'Europe afin de diffuser la bonne parole de l'Union. Déjà les titres de quelques unes de ses publications, écrites ou coécrites, laissent deviner le caractère inéluctable et uniformisateur de la construction européenne tel que ses caciques veulent nous le faire avaler de gré ou de force (" L'Europe à géométrie variable : Transition vers l'intégration " ²), et ce quoi qu'il puisse en coûter à la base de la pyramide sociale (" Concilier flexibilité du travail et cohésion sociale – Un défi à relever " ³).

Les déclarations de Dario Velo sur la santé sont tout aussi explicites : " L'on parle désormais d'investissement, de recherche et développement (R&D) ; de coûts compressés, d'économies, d'efficacité. Le système traditionnel de gestion est dépassé. Il faut mettre en œuvre une politique industrielle de la santé, comme c'est le cas aux États-Unis, où la santé représente 15 % du PIB et bientôt 20 % ⁴ ". Il estime qu'en la matière c'est une politique d'offre et non de demande qui sera en mesure d'assurer une indépendance technologique, scientifique et stratégique. Et Dario Velo voit se dessiner une opportunité pour l'avenir du secteur avec le développement du volontariat... Une autre façon de définir la privatisation de la santé avec un accès des riches à l'excellence de la médecine et à la technique de pointe des hôpitaux, tout en reléguant les pauvres aux bonnes grâces des organisations caritatives et des dispensaires.

Et en ce qui concerne l'énergie, Dario Velo préconise une Europe centraliste plutôt que fédéraliste, les politiques européennes devant éviter le risque d'une Europe à deux vitesses en défendant des stratégies différentes en matière d'énergie avec des divisions par secteur ⁵.

Mais les pronostics de Dario Velo ne sont peut-être pas les plus réalistes qui soient lorsqu'on lit ce qu'il reprenait à son compte en 1988 : " Les bénéfices acquis grâce à la construction du marché unique sont en mesure de contribuer de manière décisive à la solution des problèmes majeurs de l'économie européenne, et en tout premier lieu celui du chômage. " ⁶

¹ <http://www.premiercercle.com/index.php?item=event-details&ide=158>

² http://books.google.fr/books/about/L_Europe_%C3%A0_g%C3%A9om%C3%A9trie_variable.html?id=bNX9855ALysC&redir_esc=y

³ http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/source/trends/tendances-15_fr.pdf

⁴ " Les soins de santé en Europe : un modèle d'efficacité et de solidarité ? " Conférence-débat organisée au Sénat le 27 janvier 2007 par le Cercle Santé Société – http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:c7mB2cADBW8J:www.wp01.net/acn/USER_661/www/detail-article-perspectiv.php%3FCSPPARTC+action%3Darticle%26CSPPARTC+articleUID%3D7242%26Aname%3DComment+faire+de+la+santé+un+moteur+du+développement+en+Europe+réserve+aux+abonnés+&cd=9&hl=fr&ct=clnk&gl=fr

⁵ Union des Avocats Européens, XXVIème Congrès – Barcelone, 14 / 17 juin 2012 La politique énergétique européenne et les défis des énergies renouvelables – <http://www.annoncesdelaseine.fr/index.php/2012/07/03/union-des-avocats-europeens/>

⁶ Dario Velo, " Le coût de la non-europe ", Notes XXX année, 1988, Numéro 2, page 115 – http://www.thefederalist.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=391&Itemid=&lang=fr

**on connaît le refrain des
européistes qui nous
raconteront encore et encore
que la quintessence de l'Europe
ne peut être atteinte que par
davantage d'Europe**



un colloque qui sent le gaz (suite)

Cependant on connaît le refrain des européistes qui nous raconteront encore et encore que la quintessence de l'Europe ne peut-être atteinte que par davantage d'Europe. Et c'est le même raisonnement pour l'énergie. Si l'énergie est trop chère, trop rare, et hypothèque d'autant le portefeuille du consommateur que l'avenir de l'Union sur le plan industriel (secteur énergivore), c'est qu'il faut davantage d'énergie ! Et le commissaire européen en charge, Günther Oettinger, de conclure que l'Europe est trop réticente à prendre des risques sur l'exploitation du pétrole en mer, des sables bitumineux, et du gaz de schiste ... ⁷

Le tableau ne serait pas complet dans la ville qui s'est bravement battue contre le projet de terminal méthanier au Verdon si n'était pas annoncée la venue du Vice-Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Paris Yvon Martinet. C'est certainement pour ses qualités de co-gérant de Savin Martinet Associés (SMA ⁸) que le personnage était appelé à intervenir. En effet, SMA s'est vu décerner le Trophée d'Or du meilleur Cabinet français en droit de l'environnement pour l'année 2011 par un jury composé notamment de représentants de GDF Suez, du Commissariat à l'énergie atomique, ou encore de Total... SMA est un "cabinet de niche le plus intégré en matière de développement durable ⁹" qui fait partie de l'alliance européenne de cabinets d'avocats Iurope ⁶ réunit plus de 200 professionnels du droit des affaires dans le cadre d'opérations transnationales et transfrontalières, tant sur le plan local que dans une perspective européenne. C'était l'occasion d'inspirer l'auditoire sur une façon d'aborder le gaz de schiste par le retour d'expériences, forcément positives, d'autres pays de l'Union.

Devant un tel apanage, on ne pouvait voir ce colloque royanais que comme une opportunité permettant de créer un climat de confiance chez les décideurs, de désamorcer les craintes relayées par les mouvements citoyens, et de convaincre que le potentiel économique et financier de cette nouvelle manne est bien supérieur aux éventuels inconvénients environnementaux. Étant donné que le tarif d'entrée de l'entre-soi de Royan, s'élevait quand même à 149€ HT sans compter le "Cocktail déjeunatoire", il s'agissait également d'isoler les donneurs d'ordre des sans grades, et par la même des perturbations des agitateurs toujours trop précautionneux dès qu'il est question de progrès et de survie en environnement concurrentiel.

Mais les tergiversations politiques ont eu raison, tout du moins temporairement, de cet aréopage qui pense dans le même sens puisque la conférence est reportée au printemps prochain à Paris. C'est d'autant plus étonnant que cet événement n'a rien d'officiel, et qu'il n'a pas d'autre prétention que de réfléchir entre "sachants". Cependant la programmation de cette réunion n'est pas innocente. La constitution de la commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux, ainsi que la proposition de loi sur les forages expérimentaux, sont prévus pour le 1er semestre 2013. On réalise que présenté comme un raout informel, cet événement qui se veut totalement synchronisé avec l'actualité a davantage les aspects d'une antichambre des cabinets ministériels et des commissions du Parlement propice à préparer les esprits de l'élite qui devra échafauder ce que plus tard le projet de loi estimera bon d'autoriser.

A nous de faire valoir notre bon droit, au bon endroit, au bon moment, pour nous rappeler au bon souvenir de ceux qui sont censés nous représenter, et ce bien avant que la loi votée ne nous fasse payer les violons du bal.

fabrice restier



⁷ "Oettinger : l'Europe doit aussi miser sur le pétrole et les gaz de schiste", EurActiv.com, 19 juillet 2012 – <http://www.euractiv.fr/oettinger-europe-miser-petrole-gaz-schiste-article>

⁸ <http://www.smaparis.com/index.htm>

⁹ "Entretien avec Yvon Martinet associé co-gérant, Savin Martinet Associés", Décideurs, 18 novembre 2010 – <http://www.leadersleague.com/news/view/id/9bd337a4bac6a8e2fcd5984a8f26c361/all/#>

¹⁰ <http://www.iurope.eu/>

attac 17 à prairial 2012



photographie jean gaboriau

attac 17 aide les adhérents à se déplacer aux manifs

Comme le rappelle le président d'attac 17 dans son édito, l'heure est plus que jamais à la résistance.

Pour faciliter le déplacement des adhérents dans les manifestations futures, attac 17 envisage de participer aux coûts de transport (train, car).

Afin d'avoir une idée du montant que nous pourrions apporter, nous avons besoin de connaître le nombre d'adhérents qui se sont déplacés à la manif du 30.09 à Paris.

Merci de vous signaler auprès de Daniel Guérin (danguerin@free.fr ou 06 13 89 63 64 pour ceux qui n'ont pas internet)

les portraits de militants qui illustrent ce numéro sont de martial souchard

réunions des groupes locaux

Rochefort	1er mardi du mois
La Rochelle	3ème lundi du mois

cafés repaire

Rochefort	3ème jeudi du mois à 18h30 au café Le Caporal, rue Gambetta
La Rochelle	4ème vendredi du mois à 19h au restaurant La petite marche, rue des 3 fuseaux

contacts

Marennes Oléron	François Bonnes	05 46 87 39 29
La Rochelle	Daniel Guérin	05 46 00 29 94
	Claude Troitin	05 46 56 80 70
Saintes	Marcel Courraud	05 46 90 04 76
Rochefort	François Bonnes	05 46 87 39 29
	Yannick Humbert	05 46 97 17 98
St. Jean d'Angély	Marie-Noëlle Barreau	05 46 32 10 92
Royan	Jean-Claude Garrandeau	05 46 39 20 34